

# Chapitre 6

## Gestion -Police- Conservation du domaine public routier

## 6.1. Les instructions et les mesures conservatoires (Titre1, Chapitre 6 du Code la Voirie Routière concernant la police de conservation)



Il est interdit de dégrader les chaussées et dépendances des routes départementales, ainsi que de compromettre la sécurité ou la commodité de la circulation des usagers sur ces routes.

### **Il est notamment interdit de:**

- faire circuler des véhicules dont les caractéristiques ne respectent pas les normes établies par les textes en vigueur, sauf dérogations accordées suivant la procédure administrative réglementaire,
- terrasser ou d'entreprendre de quelconques travaux susceptibles de dégrader la couche de surface, le corps de chaussée ou ses dépendances en dehors des conditions définies au présent règlement,
- modifier les caractéristiques hydrauliques des ouvrages d'assainissement de la chaussée et de ses dépendances,
- laisser écouler, de répandre ou de rejeter dans l'emprise des routes ou dans les ouvrages hydrauliques annexes des substances susceptibles de nuire, des eaux usées ou des eaux de ruissellement (autres que celles qui s'y écoulent naturellement) susceptibles de nuire à la salubrité et à la sécurité publique ou d'incommoder le public,
- mutiler les arbres plantés sur les dépendance des routes départementales et d'une façon générale, de déterrer, dégrader et porter atteinte à toutes les plantations, arbustes, fleurs, etc... plantés sur le domaine public routier,
- dégrader ou de modifier l'aspect des panneaux et ouvrages de signalisation et leurs supports,
- dégrader les ouvrages d'art ou leurs dépendances,
- apposer des dessins, graffitis, inscriptions, affiches sur les chaussées, les dépendances, les arbres et les panneaux de signalisation,
- répandre, de déposer ou de laisser stagner sur les chaussées et ses dépendances des matériaux, liquides ou solides, et d'une manière générale d'occuper le Domaine Public,
- laisser errer des animaux sur la chaussée et ses dépendances sans conducteur (Cf Article R412-44 et suivant du Code de la Route),
- labourer ou cultiver les sols dans l'emprise du Domaine Public Routier Départemental,
- allumer des feux susceptibles de porter atteinte aux plantations du Domaine Public Routier Départemental et d'engendrer de la fumée au-dessus des Routes Départementales,

## **6.2. Protection du Domaine Public (Titre 1, Chapitre 6 du Code la Voirie Routière concernant la police de conservation).**

Indépendamment des procédures définies à l'article 6-5 du présent règlement, toute atteinte au Domaine Public Routier Départemental devra être réparée par l'auteur du dommage ou, après mise en demeure non suivie d'effet, par le Département aux frais de cet auteur. Les dépenses seront décomptées et recouvrées par voie de titre de perception.

## **6.3. La réglementation de la circulation (Code de la Route, Loi 82-213 du 2.5.82, Décret 86-475 du 14/3/86 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du code de la route, Code de la Voirie Routière (interdiction de circulation)).**

Les compétences en matière de réglementation de la circulation sur les routes départementales sont réparties selon les tableaux ci-joints (Annexe 5).

La circulation des véhicules sur les sections de routes en cours de sablage et de déneigement est régie par les dispositions des arrêtés pris antérieurement en cette matière.

## **6.4. Usage de la voirie Départementale entraînant une dégradation anormale de la chaussée ou de ses dépendances (article L 131-8 du Code de la voirie routière)**

Toutes les fois qu'une route départementale entretenue à l'état de viabilité est habituellement ou temporairement, soit empruntée par des véhicules dont la circulation entraîne des détériorations anormales, soit dégradée par des exploitations de mines, de carrières, de forêts ou de toute entreprise, il est imposé aux entrepreneurs ou propriétaires des contributions spéciales dont la quotité est proportionnée à la dégradation causée.

Ces contributions sont acquittées dans des conditions arrêtées dans une convention. A défaut d'accord amiable et de convention, elles sont réglées annuellement sur la demande du Département par le tribunal administratif de Marseille après expertise et recouvrées comme en matière d'impôts directs.

## **6.5. Les infractions à la police de la conservation du Domaine Public Routier (loi 89-413 du 22.06.89, décret 89-631 du 4.9.1989, article 25 de la loi 82-213 du 2.03.82, article L. 116-1 du Code de la voirie routière)**

Les infractions sont constatées dans les conditions prévues à l'article L. 116-1 du Code de la voirie routière. En particulier, sont chargés de cette mission, les agents commissionnés à cet effet par le Président du Conseil Général.

### Les poursuites

- Les infractions à la police de la conservation du domaine public routier du département sont poursuivies à la requête du président du Conseil Général.
- Elles sont constatées et poursuivies dans les conditions prévues aux articles L 116-3 à L 116-8 du Code de la voirie routière.

### Répressions et infractions

- La répression des infractions constatées est poursuivie dans les conditions prévues par l'article R 116-2 du code de la voirie routière.

## **6.6. La publicité en bordure des routes départementales (loi du 29/12/79 et ses décrets d'application)**

L'implantation de tous supports, enseignes, pré-enseignes, panneaux publicitaires est interdite dans l'emprise du domaine public routier du département.

L'implantation de mobilier urbain aménagé pour recevoir de la publicité sur le domaine public routier du département peut être autorisée, au cas par cas, par une permission de voirie accordée dans les conditions prévues.

Les dispositifs en infraction peuvent être sanctionnés par des actions administratives ou pénales diligentées par la personne investie du pouvoir de police et selon des procédures définies par le code de la route ou le code de l'environnement.

## **6.7. Immeubles menaçant ruine (articles L 511-2, L.511-3, R 313.6 et R 430-26 du Code de l'urbanisme)**

Lorsqu'un immeuble riverain d'une route départementale menace ruine et constitue un danger pour toute circulation, il appartient au maire d'entamer et de poursuivre la procédure prévue aux articles L 511-2, L 511-3 et L 511-4 du code de la construction et de l'habitation.